

## Réponse à la Consultation sur le Projet de collecte trimestrielle d'informations sur les conditions techniques et tarifaires d'interconnexion et d'acheminement de données

*Consultation publique du 23 décembre 2011 au 17 février 2012*

VON Europe remercie l'ARCEP de lui permettre de contribuer à sa réflexion sur le Projet de collecte trimestrielle d'informations sur les conditions techniques et tarifaires d'interconnexion et d'acheminement de données ('le Projet').

Même si VON voit ce projet comme la démonstration de la volonté de l'ARCEP de continuer à préserver le caractère neutre et ouvert de l'Internet, la situation actuelle – tant en France que dans la plupart des autres Etats membres- est loin d'être satisfaisante.

De nombreuses discriminations sont mises en place, principalement dans le secteur mobile, mais également sur les réseaux fixes. Les symptômes de cet affaiblissement voulu des principes de neutralité des réseaux par certains opérateurs sont connus et vont du bridage artificiel au blocage d'applications, contenus ou services, en passant par la tarification supplémentaire pour l'accès à certains services (par exemple : forfait pour faire de la VoIP), alors que ces derniers devraient faire partie intégrante de l'accès à Internet).

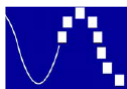
**VON considère que ces nombreux problèmes devraient être considérés comme la priorité absolue pour l'ARCEP et encourage l'ARCEP à prendre les mesures nécessaires pour mettre fin aux discriminations existantes sur le marché français (voir annexe).**

VON s'étonne par ailleurs de voir que, alors que des projets précédents lancés dans le cadre de la neutralité des réseaux n'ont pas encore abouti de façon concrète, l'ARCEP se concentre maintenant sur l'interconnexion et les accords de peering entre les différents acteurs. Le fameux proverbe 'Qui trop embrasse, mal étreint' nous vient quelque peu à l'esprit.

Pour rappel, un rapport de l'OCDE de 2011<sup>1</sup> traitant du peering et présenté à un séminaire commun du BEREC et de l'OCDE en Novembre 2011, met en avant que le marché du peering est efficace et concurrentiel.

---

<sup>1</sup> Voir: OCDE. (2011). *Internet Traffic Exchange: Market Developments and Policy Challenges* (OECD DSTI/ICCP/CISP(2011)2). [www.oecd.org](http://www.oecd.org); et: Dennis Weller. (2011, 2 Novembre). *IP Traffic Exchange Market Developments and Policy Challenges*. Séminaire BEREC/OECD, Bruxelles, 2 Novembre 2011, <http://erg.ec.europa.eu/doc/berec/oecd/weller.pdf>.



## VON Europe – Réponse à la Consultation sur le Projet de collecte trimestrielle d'informations sur les conditions d'interconnexion et d'acheminement

D'autre part, dans la note explicative accompagnant la recommandation de la Commission concernant les marchés pertinents [notre traduction], cette dernière met en avant les conclusions suivantes en matière de peering:

*“There are a number of differences between the typical arrangements for terminating calls on the public telephone network and delivering packets to destination addresses on the public Internet. In the latter case, end-users are implicitly paying to both send and receive packets. It is not automatically or typically the case that incoming traffic is charged for and that this charge is passed to the traffic sender via the sender's network. As indicated above, traffic connectivity can be arranged in a number of ways.*

*Entry barriers to this market are low and although there is evidence of economies of scale and that the ability to strike mutual traffic exchange (peering) agreements is helped by scale, this alone cannot be construed as inhibiting competition. Therefore [...] there is no a priori presumption that ex ante market analysis is required. Therefore, no market for wholesale Internet connectivity (or delivery of incoming packets) is identified for the purposes of the Recommendation.”<sup>2</sup>*

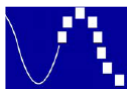
Plus récemment, dans deux décisions prises dans le cadre d'une notification par l'autorité de réglementation polonaise UKE,<sup>3</sup> la Commission Européenne a également clairement indiqué que le marché du peering et du transit IP ne devrait pas faire l'objet de réglementation ex ante, vu son caractère éminemment concurrentiel. La Commission a par ailleurs clarifié qu'il n'y a pas lieu de distinguer des marchés distincts de peering gratuit et de transit IP payant.

Ces différents constats ne signifient pas que VON pense qu'aucun problème n'existe dans le cadre du peering et du transit. Cependant nous considérons que face à ce marché qui semble plutôt fonctionner, l'ARCEP devrait s'atteler à adresser les problèmes croissants et affectant directement les consommateurs ainsi que les entreprises innovantes consistant en des discriminations de type de blocage, bridage et dégradation.

---

<sup>2</sup> Voir : Commission européenne. (2007). Commission Staff Working Document – Explanatory Note – Accompanying document to the Commission Recommendation on Relevant Product and Service Markets (SEC(2007) 1483 final). p. 37. [http://ec.europa.eu/information\\_society/policy/ecomm/doc/library/proposals/sec2007\\_1483\\_final.pdf](http://ec.europa.eu/information_society/policy/ecomm/doc/library/proposals/sec2007_1483_final.pdf).

<sup>3</sup> Voir : Commission européenne. (2010, 3 Mars). Commission Decision of 3 March 2010 pursuant to Article 7(4) of Directive 2002/21/EC (Withdrawal of notified draft measures) – Case PL/2009/1019 : The wholesale national market for IP traffic exchange (IP transit) – Case PL/2009/1020: The wholesale market for IP traffic exchange (IP peering) with the network of Telekomunikacja Polska S.A. [http://circa.europa.eu/Public/irc/info/ecctf/library?l=/poland/registered\\_notifications/pl20091019-1020/act\\_part1\\_v4pdf/ EN\\_1.0\\_&a=d](http://circa.europa.eu/Public/irc/info/ecctf/library?l=/poland/registered_notifications/pl20091019-1020/act_part1_v4pdf/ EN_1.0_&a=d).



## VON Europe – Réponse à la Consultation sur le Projet de collecte trimestrielle d'informations sur les conditions d'interconnexion et d'acheminement

Par ailleurs, hormis la nécessité de s'assurer que les ressources de l'ARCEP soient utilisées pour adresser les problèmes les plus urgents – à savoir les pratiques discriminatoires des opérateurs mobiles et fixes menaçant la neutralité des réseaux – VON voudrait aussi souligner le fardeau que peut représenter une collecte trimestrielle telle qu'envisagée par l'ARCEP pour les acteurs de l'Internet, en particulier les PME et start-ups.

Cette charge administrative combinée au caractère 'extraterritorial' de la collecte est également problématique et risque :

- d'une part de mettre en danger la croissance et le maintien des points de peering en France (déjà moins gâtée que ses voisins) ; et,
- d'autre part de réduire la qualité du service obtenu par les internautes français, en décourageant les opérateurs de pratiquer le peering pour échapper aux lourdeurs administratives.

VON encourage dès lors l'ARCEP à (1) prendre à bras le corps les pratiques discriminatoires mises en place par les opérateurs en France et (2) à établir un état des lieux des pratiques de peering afin de vérifier si l'écosystème actuel en place dans le cadre du peering et du transit mérite une analyse plus poussée ou non, avant de mettre en place des pratiques onéreuses pour les acteurs et peu proportionnelles.

\*\*\*

Nous vous remercions d'avance de prendre en compte ces commentaires. N'hésitez pas à contacter Herman Rucic, VON Europe, par téléphone (+32 (0)478 966701) ou courriel ([hrucic@voneurope.eu](mailto:hrucic@voneurope.eu)) si vous souhaitez de plus amples informations.

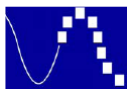
\*

\* \*

### La Coalition VON Europe

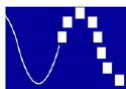
La Coalition Voice on the Net (VON) Europe a été lancée en Décembre 2007 par sept sociétés à la pointe des technologies de l'information et de la communication afin de donner une voix aux acteurs de l'industrie des communications via Internet. VON inclut iBasis, Google, Microsoft Skype, Viber et Voxbone.

La Coalition VON Europe essaie notamment d'établir un dialogue avec les législateurs et régulateurs en Europe afin de promouvoir des politiques gouvernementales propices à l'innovation et stimulant



## **VON Europe – Réponse à la Consultation sur le Projet de collecte trimestrielle d'informations sur les conditions d'interconnexion et d'acheminement**

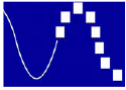
en particulier les multiples avantages que l'innovation d'applications et de services de voix par Internet peut apporter.



VON Europe – Réponse à la Consultation sur le Projet de collecte trimestrielle d'informations sur les conditions d'interconnexion et d'acheminement

Annexe

Country	Operator	Type of measure			Can the user activate / deactivate the measure? How?	Description of the measure / How is the user informed?
		Limitation	Information Source	Technical / Contractual		
France	Bouygues	VoIP	Operator & Service Providers	Contractual & Technical	Surcharge or specific subscription	<i>"Usages interdits : les usages de type modem (hors détention des Forfaits Eden smartphone/iPhone et du Tout-en-un ideo avec Forfait Eden smartphone), newsgroup(5), peer to peer(6), et voix sur IP (selon les offres)." (p. 15)</i> <i>(Source)</i>
		P2P & Newsgroups	Operator	Contractual	-	
	SFR	VoIP	Operator & Service Providers	Contractual & Technical	Surcharge or specific subscription	<i>"Les communications interdites sont les usages suivants : Peer to Peer, Newsgroup, Voix sur IP (conformément aux Conditions Particulières d'accès au réseau UMTS de SFR)." (p. 4, 7, 9, 12, 15, 19, 22, 24, 25)</i> <i>"10.6.2 Concernant l'accès à Internet, le Peer to Peer (échange de ressources entre utilisateurs, l'un de ces utilisateurs mettant à la disposition de ses correspondants au travers du réseau, des ressources matérielles ou logicielles, des fichiers ou des données), les Newsgroups (Système en réseaux de Forum de discussion) et la Voix sur IP sont interdits. L'abonné déclare en être totalement informé et l'avoir accepté." (p. 38-9)</i>
		P2P & Newsgroups	Operator	Contractual	-	<i>"Concernant l'accès à Internet, les Newsgroups, le Peer to Peer et la Voix sur IP sont interdits à l'abonné. L'abonné déclare en être totalement informé et l'avoir accepté." (p. 42)</i> <i>"L'Abonné s'interdit également l'utilisation des Newsgroups, du Peer to Peer et de la Voix sur IP." (p. 49)</i> <i>(Source)</i>



**VON Europe – Réponse à la Consultation sur le Projet de collecte trimestrielle d'informations sur les conditions d'interconnexion et d'acheminement**

Country	Operator	Type of measure			Can the user activate / deactivate the measure? How?	Description of the measure / How is the user informed?
		Limitation	Information Source	Technical / Contractual		
France	Orange / France Telecom	VoIP	Operator & Service Providers	Contractual & Technical	Surcharge or specific subscription	<p><i>"Usages Peer to Peer et Newsgroups interdits. VoIP accessible sous réserve de détention de l'option correspondante"</i> (p. 18)</p> <p><i>"option Voix sur IP 15 €/mois accédez à vos services de Voix sur IP sur le réseau 2G/3G d'Orange. Option Voix sur IP à souscrire et valable en France métropolitaine pour tout client particulier mobile Orange (hors Pass Let's go et iPad et Pass M6 mobile. Pour les forfaits Origami style 4h, Origami star 3h et plus, Origami jet, Open 3, Open 24/7 l'option est souscriptible sans coût supplémentaire)." (p. 53) (<a href="#">Source</a>)</i></p>
		P2P & Newsgroups	Operator	Contractual	-	<p><i>"La marque Web-only d'Orange [Sosh] innove et lance un nouveau forfait à 9,99 euros... avec un petit bout d'Internet dedans. Outre deux heures de communications, l'abonné peut aller sur Facebook, Twitter, mais il ne peut pas naviguer sur le Web ou relever ses courriels." (<a href="#">Source</a>)</i></p> <p><i>"(5) Utilisation de Facebook et Twitter en illimité via l'application My Friends (liste des mobiles compatibles sur sosh.fr, dans les FAQ de Sosh conseil). Autres usages data non inclus : 0,50€ la session de 20 minutes. Certains smartphones peuvent générer des usages data sans action de la part du client (mises à jour, push mail ou appli)." (<a href="#">Source</a>)</i></p>